

## Maître d'ouvrage

Ministère chargé des Transports

Direction Interdépartementale des Routes du Massif-Central

Département des Politiques d'Entretien et d'Exploitation

60, avenue de l'Union Soviétique – CS 90447

63012 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Téléphone : 04.73.29.79.79

Courriel : [dir-massif-central@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dir-massif-central@developpement-durable.gouv.fr)

**RN106**

**Travaux de confortement du glissement de terrain  
de Saint Julien d'Arpaon**

**PR36+000**

**Département de la Lozère**

**D.C.O.E**

**1.2 – Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

## Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier (site de Mende)

4, avenue de la Gare BP 132

48005 Mende cedex

Téléphone : 04.66.49.41.43

Télécopie : 04.66.49.41.07

Courriel : [Sir-Mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Sir-Mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr)



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction interdépartementale des routes nationales  
MÉDITERRANÉE

[www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr](http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr)

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DIRMC\_POA\_Glisement-Saint-Julien\_2025)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère des transports. - Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central Arrêté n °69-2023-08-21-00012 du 21 août 2023, portant désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central.

#### *Objet du marché*

Travaux de confortement du glissement de Saint-Julien d'Arpaon - RN106 - PR36+000

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	15
1-8 Ordres de service.....	15
1-9. Propriété intellectuelle.....	16
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>16</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	16
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	17
3-3. Variation dans les prix.....	23
3-4. Modalités particulières de paiement.....	24
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	25
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	25
<b>ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>26</b>
4-1. Délai de réalisation.....	26
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	26
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	26
4-4. Autres pénalités.....	26
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>31</b>
5-1. Retenue de garantie.....	31

5-2. Avances.....	31
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>32</b>
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	32
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	32
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	32
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	32
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>33</b>
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	33
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	33
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	33
7-4. Piquetage général.....	33
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	34
<b>ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX....</b>	<b>34</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	34
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	36
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	38
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	38
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	42
8-6. Registre de chantier.....	42
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>42</b>
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	42
9-2. Réception.....	42
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	43
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	43
9-5. Documents fournis après exécution.....	43
9-6. Délai de garantie.....	43
9-7. Garanties particulières.....	44
<b>ARTICLE 10. RÉSILIATION.....</b>	<b>44</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>45</b>
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>45</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent :

Les travaux consistent à conforter un glissement de terrain sur la commune de Saint-Julien d'Arpaon, sur la RN106 au PR36+000, département de la Lozère.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Commune de Saint-Julien d'Arpaon, département de la Lozère, RN106 PR36+000

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage**

Sans objet.

#### **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

#### **1-3.3. Conduite d'opération**

Sans objet.

### **1-3.4.** Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée  
Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier, site de Mende  
4, avenue de la gare, BP 132 48005 Mende cedex  
Téléphone : 04 66 49 41 43

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études d'avant projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

### **1-3.5.** Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

APAVE SUDEUROPE SAS  
Bureau de Mende  
27 avenue Jean Moulin  
48000 Mende

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

- La DIR Massif central, District Centre, en tant qu'exploitant et gestionnaire de la RN n°106,

- Le(s) prestataire(s) désigné(s) par le Maître d'ouvrage pour assurer les contrôles extérieurs et notamment :

Direction territoriale Méditerranée – Centre d'études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (Cerema)

Pôle d'activité Les Milles – avenue Albert Einstein

13290 Aix-en-Provence

### **1-3.9.** Représentation du maître d’ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d’ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. ( CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d’œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d’œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d’œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d’œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l’article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l’article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l’exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l’heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

#### **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

##### **1-4-1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

##### **1-4-2** Sites sensibles

Sans objet.

##### **1-4-3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

#### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.



## **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-6.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du

Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-2-1 et R 1263-2-1 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre

en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3.** Responsabilités et Assurances

#### 1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### 1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### 1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

pour lesquelles le plafond minimum est de 10 000 000 € par sinistre.

#### 1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

##### 1-6.5.1. Clauses sociales

Conformément aux articles L.2112-2 et R.2111-10 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage a examiné la possibilité d'intégrer une clause d'insertion. Compte tenu de la technicité particulières des prestations, aucune clause sociale n'est prévue dans le présent marché

##### 1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

#### **A- Respect de l'Environnement**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ainsi les pièces du marché fixent des prescriptions environnementales portant notamment sur la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transports, la qualité environnementale des matériaux et d'une manière générale la prise en compte de la

présence d'espèces protégées à proximité du chantier.

Ces conditions sont décrites dans la pièce Notice de Respect de l'Environnemental (NRE) du dossier de consultation.

### **B- Les mesures particulières concernant l'élimination des déchets**

L'élimination des déchets du chantier est soumise aux dispositions du Code de l'environnement, notamment les articles L.541-1 et suivants, ainsi qu'aux plans régionaux de prévention et de gestion de déchets.

Le titulaire du marché est responsable des déchets issus des travaux objet du présent marché. Il met en place les conditions nécessaires à leur tri, leur valorisation et, le cas échéant, à leur élimination, conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra notamment fournir les bordereaux de suivi des déchets (BSD) pour les déchets dangereux, afin d'assurer la traçabilité réglementaire jusqu'à leur traitement final.

### **C - Chargé Environnement**

Le titulaire désigne un « Chargé Environnement ».

Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Chargé Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du Maître d'œuvre.

Il est rémunéré au titre de la mission environnement (« Établissement et gestion du PRE », prix n°1090 du BPUF).

Le Chargé Environnement peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses cotraitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre.

Le Chargé Environnement doit :

- Constituer le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) conformément au CCTP et le soumettre au visa du maître d'ouvrage, via le maître d'œuvre ;
- Diffuser le PRE et en assurer l'information auprès du personnel de chantier (salariés des entreprises titulaires et sous-traitantes) et des prestataires extérieurs (fournisseurs, locataires...) ;
- Informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement ;
- Participer avec le Maître d'œuvre à l'information des riverains du chantier et des communes concernées ;
- Anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour ou évolution fait l'objet d'un nouvel indice du PRE, soumise au visa du Maître d'œuvre ;
- Coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le Maître d'œuvre et selon le cas le coordonnateur SPS ;
- Assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE et en vérifiant les niveaux de pollutions (air, bruit, déchets, eau) ;
- Coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le Chargé Environnement avise simultanément la direction du chantier et le Maître d'œuvre de l'écart au PPE. Il établit une fiche d'anomalie, puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier et au Maître d'œuvre ; il coordonne la mise en œuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre le Chargé Environnement et le Maître d'œuvre. Un état des lieux sera également effectué après travaux, à l'issue duquel l'entrepreneur devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans les quinze jours.

#### **D - Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers**

Les contrôles seront mis en place par le Chargé Environnement et consisteront à des :

- Contrôles des pollutions atmosphériques ;
- Contrôles des niveaux sonores ;
- Contrôles de la gestion des déchets ;
- Contrôles de la qualité des eaux ;
- Contrôles de la protection de la nature.

En complément à l'article 31.7 et 35 du CCAG, l'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement, notamment :

- Pollutions atmosphériques

Nuisances potentielles	Activités
<b>Poussières</b>	Circulation Transport de matériaux
<b>Fumées et Odeurs</b>	Brûlage Stockage des déchets Utilisation de produits volatils

- Pollutions sonores

Nuisances potentielles	Activités
<b>Bruit de chantier</b>	Ensemble du chantier et plus particulièrement : Circulation des engins Engins de chantier
<b>Effets des vibrations sur le bâti et les ouvrages</b>	Engins à procédé vibrant
<b>Troubles du voisinage</b>	Chantier en dehors des horaires prévus par la réglementation, notamment en période nocturne

- Gestion des déchets

Nuisances potentielles	Activités
<b>Pollution de surface, des eaux, des sols et visuelle</b>	Ensemble du chantier

- Pollutions des eaux

Nuisances potentielles	Activités
Tarissement des cours d'eau et des nappes	Pompage d'eau superficielle ou souterraine
Pollution des eaux superficielles et souterraines	Ensemble du chantier Forage des pieux Bétonnage Intervention

- Protection de la nature

Nuisances potentielles	Activités
Risque d'incendie	Stockage de carburant Engins de chantier
Risque de destruction de la faune et de la flore	Ensemble du chantier, et plus particulièrement circulation des engins

Il est précisé que l'entreprise s'engage :

- À ce que l'expert de son assurance passe dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de la réclamation d'un tiers sur les lieux du sinistre ;
- À régler cette réclamation dans le délai maximum de six mois à compter de sa notification :
  - Soit par indemnisation du tiers ;
  - Soit par lettre motivant le refus d'indemnisation.

Le non-respect de chacun de ces délais entraînera pour chacun des dossiers de réclamation l'application d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

#### **1-6.6.** Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

#### **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

#### **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

## **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le dossier de plans ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- La Notice de Respect de l' Environnement (NRE), avec en annexe le SOPRE et le SOSED ;
- Le bordereau des prix (BP) : cadre ci joint à compléter sans modification ;
- Le détail estimatif (DE) : cadre ci joint à compléter sans modification ;
- Le Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoires justificatifs et explicatifs) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES** **VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.



## **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

**3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- Des dépenses liées aux mesures du Plan d'Assurance Qualité ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur et aux dispositions mentionnées au SOSED ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur et aux mesures particulières liées aux prescriptions de la NRE, et des engagements pris dans le SOPRE et notamment des sujétions listées à l'article 1-6.5.2. « Clauses environnementales » du présent CCAP, ainsi que les dépenses de remises en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et gestion des déchets. Il est précisé à ce titre qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et du suivi de ce plan tout au long du chantier. La mission de cet agent (Chargé Environnement) est définie à l'article 1-6.5.2 « Clauses environnementales » du présent CCAP.

**- En tenant compte des frais de piquetage général défini à l'article 7 du présent CCAP.**

**- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :**

- Des contraintes d'exécution liées à la présence de réseaux aériens et souterrains (eau, électricité, téléphone, fibre optique, etc.) et des prescriptions qui sont imposées par les gestionnaires de ces réseaux. Les réseaux devront être maintenus opérationnels pendant les travaux.
- La jonction de certaines prestations (assainissement, raccord des dispositifs de retenue, ...) sur celles existantes ;
- La circulation devra être maintenue sur la RN106 avec la mise en place d'un alternat. L'entreprise devra garantir la parfaite sécurité des usagers de la RN106 et des voies publiques empruntées ;
- Des contraintes d'accès et de desserte du site qu'il aura préalablement évaluées par une visite du site avant de remettre son offre ;
- Des contraintes liées aux modalités de gestion de la circulation sur les voies publiques précisées au CCTP et à l'article 8-4.4 du présent CCAP ;
- Du trafic important sur la RN106 ;
- La circulation des engins de chantier sera réduite au minimum et canalisée ;

- Des contraintes d'exploitation sous chantier ;
- De la nature et caractéristiques des ouvrages existants ;
- De la nature des terrains rencontrés ;
- Des conditions géologiques et hydrogéologique sur le site ;
- Le chantier devra être mené avec un souci particulier de protection de l'environnement. L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter toute pollution de l'environnement naturel. Des dispositions visant à s'affranchir de l'émission de poussières devront être prises pour limiter les risques pour les usagers des voies de circulation et les nuisances sur l'environnement ;
- Les installations relatives à l'entretien des engins de chantier seront agréées par le maître d'œuvre tant en ce qui concerne leur implantation que leur fonctionnement. Les conditions de stockage et de manipulation de produits dangereux (huiles, hydrocarbures, ciment,...) feront l'objet d'une attention particulière. La maintenance des engins de chantier sera réalisée uniquement dans la zone d'installation de chantier ;
- Rappel des prescriptions concernant les conditions générales d'exécution des travaux énoncés dans le CCTP.
- De la mise en dépôt définitif de déblais excédentaire dans un lieu de stockage agréé ou lieu de stockage soumis à l'agrément du maître d'œuvre (un lieu de stockage des déblais a été identifié par le maître d'ouvrage à 12 km du chantier).
- Des contraintes liées des préconisations environnementales liés à la zone Natura 2000 ainsi que les préconisations liée à la localisation des travaux en zone cœur de Parc National des Cévennes. Ces préconisations sont indiquées dans la NRE et le SOPRE.
- Des contraintes liées à la méthodologie de mise en œuvre de la paroi clouée suivante : La paroi clouée sera mise en œuvre par passe de 1m50 de profondeur et par plots (longueur à définir).
- Aucune coupure des travaux durant la période estivale (juillet/août). L'entreprise devra assurer la continuité du chantier au vu du délai restreint et de la complexité des travaux. En effet, la paroi clouée devra être mise en œuvre en période d'étiage afin de minimiser la présence d'eau dans le sol.

**- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :**

- Travaux éventuels d'entretien courant : cohabitations sur le site des travaux .

**- En tenant compte des sujétions liées aux missions du contrôle extérieur .**

**En tenant compte des précautions, prestations et frais complémentaires, et en particulier :**

- Indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'entrepreneur en dehors des emprises mises à dispositions par le maître d'ouvrage et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les circulations diverses, etc ;
- Dépenses de chantier liées aux installations de chantier, aux accès et à leur entretien ;

- Maintien et entretien des accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux routes existantes (y compris chemin agricoles) ;
- Surveillance, nettoyage de la voirie publique aux abords du chantier et des sites de dépôts des déblais pendant la durée des travaux (enlèvement de la boue, balayage des chaussées, lavage si nécessaire, ...). Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, en cas de dégradations, les chaussées devront être immédiatement et intégralement réparées aux frais de l'entreprise et en suivant les indications fournies par le maître d'œuvre ;
- Mesures de sécurité et de maintien en état de fonctionnement permanent de tout réseau et/ou canalisation existante, y compris le piquetage préalable à la reconnaissance des réseaux souterrains et aériens ainsi que l'établissement d'un plan constat ;
- Obtention des autorisations administratives nécessaires : notamment celles relatives à l'incidence du chantier sur les conditions de circulation sur les voies publiques ;
- Respect des consignes d'Hygiène et de Sécurité ;
- Jours hors chantier ;
- Remises en état de terrains, d'ouvrages et d'emplacement occupés ou utilisés par le chantier ;
- Protection des eaux de ruissellement et des eaux souterraines contre les risques de pollution de toute nature due à l'exécution des travaux (boues de forage s'il y a lieu, engins de forage, de levage, de terrassement, de transport, ...) ;
- Prise en compte de l'existence de sources, poches d'eau et nappes phréatiques, lors de la réalisation des travaux, et notamment des fondations, des travaux de confortement et des accès en général (piste d'accès, terrassements, ...) ;
- Maintien des écoulements hydrauliques existants pendant toute la durée des travaux ;
- Toutes contraintes de phasages, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou mise en œuvre décrites dans les pièces constitutives du marché ;
- Tous les frais d'outillage, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour les déplacements, paniers, intempéries, etc ;
- Tous les frais de main d'œuvre, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour déplacements, paniers, intempéries, etc ;
- Dépenses de chantier liées aux installations de chantier et aux accès, (frais de gardiennage de jour comme de nuit des installations et de clôtures provisoires pendant la durée du chantier) y compris la période entre les OPR et la réception ;
- La réalisation du chantier devra impérativement tenir compte de la nécessaire coordination avec les entreprises et services devant travailler en même temps sur le chantier, notamment les différents services (ou leurs entreprises dûment mandatées) pour les réalisations des essais de contrôles, et des travaux de mises en services des divers réseaux (EU, EP, AEP, réseaux électriques, téléphoniques).

**- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :**

Nature du phénomène	Intensité limite
VENT	Rafales jusqu'à 40 m/s
PLUIE	200 mm mesurés sur 24 h consécutives
NEIGE	20 jours/an hauteur supérieur à 30 cm
GEL	20 jours/an à -5° Celsius pendant 24 h consécutives sous abri

En cas d'intempéries, l'entrepreneur fournira des relevés météorologiques effectués sur le chantier ou de Météo France pour les mesures faites à la station suivante :

Station 48 061 002 - Centre météorologique de Florac

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

**3-2.5.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

#### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître

d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

## **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Par dérogation au 12.4.2 du CCAG, le décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le titulaire.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général dans les délais ci-dessus, le titulaire le met en demeure d'y procéder avec copie au maître d'œuvre.

Toujours par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, l'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le maître d'ouvrage dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif de sa demande d'établissement du décompte général. Elle ne saurait en aucun cas faire naître un décompte accepté tacitement par le maître d'ouvrage.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

#### 3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

#### 3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros, conformément aux dispositions de l'article R.2192-35 du CCP.

### **3-2.7.** Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8.** Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-3.1.** Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3.** Choix des index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
TP01	Index général TP
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP03a	Grands terrassements
TP04	Fondations et travaux géotechniques
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en œuvre d'enrobés

Ces index sont publiés :

- Ces index sont publiés au BO du Ministère de l'Économie et des Finances (en charge de ces calculs) et sur le site de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

TP01	Du prix n° 1010 au prix n°2040
TP03a	Du prix n° 2050 au prix n°2110
TP02	Du prix n° 2120 au prix n°2130
TP03a	Le prix n°2140
TP04	Du prix n° 3010 au prix n°3280
TP02	Du prix n° 3290 au prix n°4060
TP08	Du prix n° 4070 au prix n°4090
TP09	Du prix n° 4100 au prix n°4110
TP02	Le prix n°4120
TP08	Du prix n°4130 au prix 4210

Par dérogation à l'article 12-2.1 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

## **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.



Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard sont plafonnées à hauteur de 20 %.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxes du marché.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4-3.3. Primes d'avance**

Sans objet.

### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

#### **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

#### **4-4.2.** Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000 €.

#### **4-4.3.** Période de préparation

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000 €.

#### **4-4.4.** Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

#### **4-4.5.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.6.** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2000 €

#### **4-4.7.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

#### **4-4.8.** Autres pénalités diverses

Pour l'ensemble des pénalités énumérées ci-après, le titulaire (mandataire en cas de groupement) et l'entreprise responsable pourront se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par le représentant du maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, pour les cas suivants :

##### **4-4.8.1. Pénalité pour atteinte à l'environnement**

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories dont la liste non exhaustive des infractions par catégories est la suivante :

##### **1) Catégorie 1 : infractions de comportement et toute autre action sans conséquence directe sur l'environnement :**

- non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) et notamment de l'arrêté préfectoral portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement (loi sur l'eau) ;
- non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisement et de dessouchage ;
- mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage,

traçabilité...);

- mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic ;
- non-remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier (absence de traçabilité) ;
- jours d'absence du Chargé Environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

La pénalité encourue est de 500 € par jour ou par cas constaté.

## 2) Catégorie 2 : atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- nettoyage du chantier et de ses abords insuffisants ;
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
- défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement, et notamment du renouvellement des filtres, curage et vidange des bassins provisoires ;
- pénétration d'engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées ;
- coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre ;
- mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux ;
- émissions de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs ;
- dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés et non respect des heures de travail autorisées par la réglementation ;
- nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet ;
- feux non déclarés ou non autorisés ;
- enfouissement de déchets de chantier de quelque nature que ce soit ;
- dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier dans des lieux non réglementaires et/ou non agréés, quelle que soit la nature des déchets (hors déchets dangereux);
- non-respect des prescriptions des arrêtés et autorisation de la législation des transports et notamment transport de déchets de chantier DANGEREUX par une entreprise non agréée ;
- stockage de produits dangereux sans aménagement de l'aire et notamment stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche ;

La pénalité encourue est de 2 000 € par jour ou par cas constaté.

## 3) Catégorie 3 : dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt ;
- élimination des déchets du chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées ;
- dépôts « sauvages » ou non de déchets de chantier DANGEREUX en dehors d'un centre de traitement agréés (I.C.P.E.);
- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine.

La pénalité encourue est de 10 000 € par cas constaté.

L'Entrepreneur informe dans les plus brefs délais le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage de

tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'Entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à l'Entrepreneur dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'Entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'Entrepreneur.

#### **4-4.8.2 Pénalités et retenues pour non respect des règles de sécurité et de signalisation**

Problème constaté	Montant de la pénalité applicable par jour calendaire constaté
Absence ou non-conformité de la signalisation ou de panneaux de chantier	1 000,00 €
Non-entretien de la signalisation ou de panneaux de chantier	1 000,00 €
Non-entretien des voiries publiques, pistes et accès de chantier, abords de chantier, etc. ...	1 000,00 €
Défaut de fermeture (accès et emprises) et entretien du chantier	1 000,00 €
Défaut sur engin ou engin en surcharge	1 000,00 €
Non-respect des consignes du P.G.C.S.P.S. ou du P.P.S.P.S.	2 000,00 €

#### **4-4.8.3 Pénalité pour non respect des consignes édictées dans le P.A.Q. ou des mesures générales édictées par le S.O.P.A.Q ou des procédures d'exécution de l'entreprise :**

Elle est fixée à forfaitairement 1 000,00 € par infraction constatée.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 2 000,00 €.

#### **4-4.8.4 Pénalité pour utilisation d'itinéraire non autorisé**

En cas d'utilisation de l'itinéraire non autorisé, il sera appliqué une pénalité de 1 000 € par camion et par jour. Cette pénalité sera doublée en cas de récidive.

En tout état de cause, les dégradations éventuelles engendrées par la circulation des camions et

autres engins de chantier restent à la charge de l'entreprise.

#### **4-4.8.5 Pénalité pour non tenue du journal de chantier**

En cas de non-tenue du journal de chantier conformément aux dispositions prévues au CCTP, il sera appliqué une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

#### **4-4.8.6 Pénalité pour extraction non autorisée de matériaux**

En cas d'extraction de matériaux non autorisée par ordre écrit du maître d'œuvre, notamment sur les terrains mis à disposition pour les installations de chantier, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € par infraction constatée.

#### **4-4.8.7 Pénalité de retard pour la levée des réserves à la réception**

Tout retard dans la réalisation des travaux nécessaires à la levée de tout type de réserve prononcée dans la décision de réception des travaux, donnera lieu à l'application d'une pénalité de retard de 1/3000ème du montant du marché par jour de retard.

#### **4-4.8.8 Pénalité pour non remise par l'entreprise des éléments nécessaires à la constatation des prestations réalisées**

Pour l'application de l'article 11.2 du CCAG, en l'absence de demande du titulaire, le maître d'œuvre fixera la date de constatation par ordre de service. Cet ordre de service précisera les éléments de calculs nécessaires à la constatation (mètres, cubatures, etc...) et les parties d'ouvrages concernées. Ces éléments seront transmis par l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service. En cas de non-respect du délai concernant la production des éléments de calcul nécessaires à la constatation : une pénalité journalière de 500 € sera appliquée à partir du 16ème jour suivant la date de réception de l'ordre de service.

#### **4-4.8.9 Pénalité pour non remise des sous-détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires**

Suivant les dispositions de l'article 3-2.4 du présent C.C.A.P.

Elle est fixée forfaitairement à 1 000,00 € dès le premier jour de retard, puis le montant de la pénalité sera porté à 500,00 € par jour de retard supplémentaire.

#### **4-4.8.10 Pénalité pour non remise des documents demandés à l'article 8-1 dans les délais exigés**

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 du présent C.C.A.P, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée forfaitairement à 500,00 € dès le premier jour de retard pour chaque document. Les pénalités peuvent se cumuler en cas de constat de retard pour plusieurs documents. Elle s'applique sans préjudice de la pénalité générale pour non-respect du délai de la période de préparation.

#### **4-4.8.12 Pénalité pour travail dissimulé**

Au regard de la loi 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité s'applique en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé mentionnée aux articles L 8221, 3 à 5 du code du travail. Cette pénalité s'applique dans deux limites :

- le montant est de 550 € par jour calendaire ;
- il ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, 2 à 5 du code du travail.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-11 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.



## **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement.

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

#### **7-4. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour les ouvrages ci-après :

- L'ensemble des ouvrages objet du présent marché.

#### **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

Canalisations des réseaux humides, ainsi que l'ensemble des réseaux secs électriques et téléphoniques.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

### **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

#### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du maître d'œuvre :

- Définition précise des différentes prestations sur le site contradictoirement avec le titulaire ;
- Vérification et visa des plans et études d'exécution ;

- Établissement des états des lieux contradictoires avec le titulaire ;
  - Visa des fiches d'agrément ;
  - Organisation de réunions périodiques de suivi de la période de préparation ;
  - Remise du modèle du journal de chantier au titulaire ;
  - Remise de la Procédure de numérotation et de diffusion des documents.
- Par les soins du titulaire :
- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
  - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
  - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
  - Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et copie au maître d'ouvrage, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
  - du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
  - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation (Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre).
  - Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire. Cette obligation est applicable à chaque intervenant. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
  - Établissement du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) sur la base du SOPAQ dans un délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) ;
  - Établissement du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) sur la base du SOPRE, du SOSED et de la NRE dans un délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) ;
  - Établissement et remise au maître d'œuvre du programme financier après visa du programme d'exécution par le maître d'œuvre. Il fera apparaître le montant des

dépenses mensuelles prévisibles par natures d'ouvrages ;

- Réalisation d'un état des lieux de chaque voirie, publique ou privée, susceptible d'être empruntée par le titulaire au cours des chantiers, contradictoirement avec la maîtrise d'œuvre et un représentant du gestionnaire des voies concernées ;
- Réalisation des DICT ;
- Réalisation des sondages de reconnaissances réseaux souterrains ;
- Remise des demandes d'agrément des matériaux et produits;
- Élaboration du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (D.E.S.C.) en collaboration avec le maître d'œuvre et les gestionnaires des voiries concernées notamment la DIR Massif-Central (District Centre) en tant qu'exploitant de la RN n°106 et des demandes des arrêtés de réglementation de circulation dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Le DESC comportera :

- des plans décrivant le phasage des travaux,
- des plans sur lesquels figurera la signalisation de chantier en fonction des phasages (panneaux, distance d'implantation, numéro de la fiche du Manuel du chef de chantier – Routes bidirectionnelles, ) ;
- Fourniture de la totalité des sous détails de prix unitaires et forfaitaires des entreprises et ceux des sous-traitants ;
- Fourniture du plan de mouvement des terres dans un délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**

**Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG Travaux, le délai de 6 mois prévu pour la notification de l'ordre de service de commencement des travaux est suspendu tant que les visas du maître d'œuvre et les récépissés des DICT indispensables au démarrage des travaux ne sont pas obtenus**

## **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg pour Autocad 2021, les autres documents sous les formats : pdf, ods, odp, odt - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études

d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Les études, plans d'exécution des ouvrages et demandes d'agrément sont établis par le titulaire sur la base des études et documents fournis dans le présent marché. Ces documents d'exécution feront obligatoirement l'objet de VISA(s) de la part de la maîtrise d'œuvre selon la nomenclature suivante :

- VSO : Visa Sans Observations ;
- VAO : Visa Avec Observations ;
- DM : Demande de Modification ;
- DD : Demande de Documents pour effectuer le contrôle ;
- DR Document Refusé ;

Le Visa VSO permettra à l'entrepreneur d'émettre directement les documents « Bon Pour Exécution (BPE) ».

Le visa VAO permettra à l'entrepreneur d'émettre les documents « Bon Pour Exécution (BPE) », en prenant en compte les observations de la maîtrise d'œuvre. Ces observations seront mentionnées sur les plans BPE.

Les plans visés sans réserve recevront la mention « Bon pour exécution ».

Le visa DM conduira l'entreprise à produire un nouvel indice.

Le visa DD conduira l'entreprise à produire un nouvel indice avec les documents complémentaires demandés.

Le visa DR signifie que le document est considéré irrecevable et à ce titre doit faire l'objet d'une rediffusion qui sera considérée, elle, comme étant la première. Toutefois, le nouveau document passera quand même à l'indice supérieur. La reprise du document visé « DR » et la transmission du nouvel indice devra donc respecter les conditions initiales telles que prévues au marché pour le document considéré et notamment pour la date limite de transmission. Les conséquences d'un visa « DR » ne pourront être imputées à la maîtrise d'œuvre et resteront donc de la responsabilité de l'entreprise.

Tout plan sera accompagné d'un métré des quantités qu'il présente en relation avec chaque prix intéressé du bordereau.

L'entrepreneur doit présenter les études d'exécution au visa du maître d'œuvre par partie d'ouvrages cohérents et sous forme de groupes homogènes de documents, en joignant les procédures d'exécution correspondantes.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de retourner au titulaire tout document dont l'examen ne pourra être conduit à son terme en raison de l'absence de documents justificatifs complémentaires indispensables.

Par dérogation à l'article 29.1.5 3ème alinéa du CCAG Travaux, le maître d'œuvre retournera au titulaire une note d'observation concernant le document soumis à visa attestant sa date de réception (début du délai de visa) et indiquant la mention du visa (« Document sans observations » ou « Document avec observations ») au plus tard dans un délai maximal de vingt-et-un (21) jours ouvrables pour ce qui concerne le premier examen des autres groupes de documents (premier indice des documents).

Ces délais sont ramenés à quinze (15) jours ouvrables pour ce qui concerne les examens ultérieurs de ces groupes de documents (indices suivants des documents).

En cas d'arrivée échelonnée des documents d'un même groupe, ces délais courent à partir de la

date d'arrivée du dernier document.

Des observations partielles pourront être transmises en cours d'examen. Les listings de calculs informatiques seront transmis pour simple information à la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire procédera, s'il y a lieu, aux rectifications, ajouts, modifications pour tenir compte de ses propres constatations et mises au point, des observations de la maîtrise d'œuvre et procédera à un nouvel envoi pour visa jusqu'à l'obtention définitive du visa sans observation formulé sur la base du document que le titulaire jugera suffisamment complet et bon pour exécution, ceci avant tout commencement d'exécution.

Toute transformation d'un document, quelle qu'elle soit, sera repérée par un indice, cet indice étant à la fois indiqué sur la page de garde de ce document et apposé au droit de chaque élément nouveau à l'intérieur du document, afin d'identifier rapidement et de faciliter les vérifications. Cette condition est impérative pour le respect de son délai de visa par le maître d'œuvre. Les indices seront alphabétiques pour les documents produits avant visa sans observation. Les documents ayant déjà fait l'objet d'un visa sans observation et devant être modifiés disposeront d'un indice numérique.

Seuls le maître d'œuvre et les personnes qu'il pourra désigner nommément par ordre de service, sont habilités à délivrer les visas.

Pour les notes de calculs, le contrôle du maître d'œuvre ne concernera que les hypothèses et les conclusions. Le visa sans observation et sans réserve d'un plan d'exécution, équivaut à l'accord du maître d'œuvre sur la chaîne de calculs qui l'ont engendré.

Le maître d'œuvre retournera au titulaire toutes notes de calculs dont les hypothèses ou les techniques ou modèles de calculs n'auront pas le degré de précision requis pour optimiser les structures et les matériaux (dimensions, quantités).

Si, pendant le délai contractuel d'examen d'un document à un certain indice, la maîtrise d'œuvre reçoit un ou plusieurs indices supérieurs de ce document, le délai de visa est alors repoussé selon les dates d'arrivée.

Le titulaire adressera l'exemplaire des plans destiné au coordonnateur SPS uniquement par mail.

Les plans d'exécution fournis sous forme de fichier informatique le seront sous le format dwg pour Autocad version 2021.

Tous les documents ayant reçu la mention « Visa sans observations », quel que soit leur stade d'élaboration, seront transmis à nouveau au maître d'œuvre en 3 exemplaires papier pour visa et porteront la mention « Bon Pour Exécution ». Une version informatique au format modifiable de ces mêmes plans lui sera également transmise.

Outre les documents soumis à visa, le titulaire pourra transmettre pour information tout document qu'il jugera utile pour le maître d'œuvre.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments

suivants :

#### **8-4.1.** Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, climatisée ;
- Une salle de réunion à destination des différents intervenants pouvant accueillir 10 personnes. Cette salle étant éclairée, chauffée et climatisée ;
- Un local vestiaire ;
- Un local réfectoire ;
- Un local sanitaire (eau courante froide et chaude, WC + lavabo + douche)

Le projet des installations de chantier (baraquements, parking, matériels, matériaux...) qui sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. Les charges d'assurance, de gardiennage, d'entretien et de fonctionnement de ces installations sont à la charge du titulaire. Le ménage des locaux mis à la disposition de la maîtrise d'œuvre devra être assuré au minimum hebdomadairement et est à la charge du titulaire.

**Tout stockage, même provisoire, sur le délaissé de l'ancien tracé routier sera interdit.**

#### **8-4.2.** Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Le maître d'ouvrage a identifié un lieu de stockage pour les déblais en excédent, situé à 13 kilomètres du chantier au niveau col de Jalcreste. Ce dépôt sera aménagé conformément au plan de principe d'aménagement - pièce 2.7 du DCOE.

Tout autre lieu de dépôt des matériaux de déblai devra être préalablement soumis à l'agrément du maître d'œuvre.

#### **8-4.3.** Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

##### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur

SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

##### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

##### **DIRMC/ District Centre/ CEI de Florac**

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;



Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Conformément à l'article 31.6 du CCAG, aucun dispositif de signalisation n'est mis à la disposition du titulaire.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise, qui procède à ses frais à la mise en place et au repliement des panneaux et dispositifs nécessaires, mais leur déplacement et leur maintenance pendant toute la durée des travaux, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Lors des travaux, la circulation se fera par alternat à sens unique du côté droit de la chaussée au sens PR descendant (de Balsièges vers le col de Jalcreste).

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est assurée par le titulaire et sera réalisée par feux tricolores. Exceptionnellement pour des situations ponctuelles, la signalisation pourra se faire manuellement à l'aide de piquet K10 et sera assurée par le titulaire.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Conformément à l'article 31.6 du CCAG, aucun dispositif de signalisation n'est mis à la disposition du titulaire.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

#### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1.** Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

#### **9-1.2.** Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-2. Réception**

#### **9-2.1.** Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Il est rappelé que le titulaire devra à ses frais réparer les conséquences de tous vols, dégradations ou destructions qui seraient causés à ses ouvrages par des tiers, par d'autres entreprises intervenant sur le chantier, ou par suite d'une circonstance extérieure, même constitutive d'un cas de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière la responsabilité du maître de l'ouvrage, dès lors que les faits se seraient produits avant la notification de la décision de réception (et non après les opérations préalables à la réception) concernant l'ouvrage correspondant, ou avant la date de prise de possession de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage, si elle est antérieure.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, le titulaire ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages survenus ou constatés postérieurement ou antérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation des travaux, alors même que la réception aurait été prononcée ou le décompte général et définitif établi sans réserve ou réfaction relative à ces dommages.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg pour Autocad 2021, les autres documents sous les formats : pdf, ods, odp, odt - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-7. Garanties particulières**

### **9-7.1.** Garantie particulière d'étanchéité

Sans objet.

### **9-7.2.** Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Sans objet.

### **9-7.3.** Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet.

### **9-7.4.** Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

### **9-7.5.** Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

### **9-7.6.** Autre(s) garantie(s) particulière(s)

Sans objet.

## **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles

L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Conformément aux articles L.2112-2 et R.2111-10 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage a examiné la possibilité d'intégrer une clause d'insertion par l'activité économique.

Après analyse (Conseil départemental de la Lozère, Mission d'insertion et emploi), il a été constaté que la technicité particulière des travaux envisagés ne permet pas de fixer un volume d'heures d'insertion. En conséquence, aucune clause sociale d'exécution n'est prévue dans le présent marché.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

<b>CCAP 1-3.10</b>		
CCAP 1-3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.1	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG

CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.4.2 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge à l'article	12.2.1 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.2 du CCAG
CCAP 4.3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 4-4.8	déroge à l'article	52.1 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 2ème alinéa du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinéa du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	50.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.5 3ème alinéa du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29/01/04
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge à l'article	41.1 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.2 du CCAG

**b) CCTG et CPC travaux publics**

**c) Normes françaises homologuées**

**d) Autres normes**